



DECLARATION LIMINAIRE A LA SEANCE PLENIERE DU CHSCT DU NORD DU 26/02/2014

Depuis plusieurs mois, les agents des douanes et de la DGFIP se mobilisent. Chacun dans leurs directions, ils multiplient les actions... envahissement de CTL, distribution de tracts aux usagers, actions de grèves, manifestations...

Dans ces deux directions, les agents ne manquent jamais une occasion de rappeler leurs désaccords avec les décisions prises concernant l'avenir de leurs directions.

Au cœur des sujets de mécontentements, on retrouve dans ces deux directions une même logique. Annoncés à grands renforts de publicités, la démarche stratégique à la DGFIP et le plan stratégique à la douane ont les mêmes objectifs

dans les deux directions : rationalisations des coûts, mise en danger des missions des deux administrations, destructions des deux réseaux.

Du secteur public local et de proximité, en passant par le calcul d'assiette, le recouvrement, les opérations de contrôle et de protection des consommateurs, il s'agit d'une offensive sans précédent menaçant toutes nos missions !!!

La Modernisation de l'Action Publique prévoit désormais une évaluation des politiques de contrôles des entreprises.

En réduisant les moyens de ces administrations c'est bien toutes les formes de contrôles dont elles ont actuellement la responsabilité qui sont attaquées.

Avec la poursuite effrénée des suppressions d'emplois, il est dès lors bien difficile de croire à toutes les grandes annonces de lutte contre la fraude fiscale et de meilleur contrôle de la dépense publique.

Derrière les discours rassurants autour d'une meilleure organisation du travail se trouve l'idée d'accélérer les regroupements, la fusion et la fermeture de structures entières.

A la douane, les ministres ne dissimulent même plus leurs intentions et souhaitent désormais discuter des mesures de mobilité forcée pour les douaniers qui se verraient victimes des restructurations.

A la DGFIP, malgré les engagements, pris auprès des organisations syndicales, d'instauration d'un débat national sur le réseau, c'est l'opacité qui domine ! Toutes les questions relatives aux suppressions de services sont expédiées sèchement au niveau local.

Inutile d'extrapoler pour imaginer les conséquences pour les agents qui seront forcés de quitter leur poste, à l'heure où un grand chantier indemnitaire dans la fonction publique se met en place : RIFSEEP, (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) nouvelle Prime de Fonction et de Résultats qui vise à niveler les rémunérations vers les bas.

Pas besoin non plus de se projeter bien loin pour mesurer les impacts de telles décisions sur l'avenir du service public et pour les usagers.

Ces choix ne sont pas une fatalité: la mobilisation des personnels doit faire évoluer le rapport de force! Des convergences d'actions entre collègues touchés par les mêmes logiques sont à l'œuvre!

Le 20 mars prochain aux Finances quelques soit leur secteur, les salariés seront mobilisés en intersyndicale, à la DGFIP, à la DGDDI, à la DGCCRF par la grève et la manifestation, à l'INSEE par des assemblées générales.

Nous exigeons un moratoire immédiat de l'ensemble des réformes en cours et un réel débat sur l'avenir de nos missions pour nous donner les moyens de bien fonctionner !

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter de participer à ce comité dans les conditions actuelles de blocage du dialogue social au sein de notre ministère.



Lille le 26 février 2014,

LE POURQUOI DU BOYCOTT DES SEANCES PLENIERES DU CHSCT DU NORD DES 20 ET 26 FEVRER 2014

Le 20 février 2014, aurait dû se tenir la 1^{ière} séance de l'année du Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail du Nord (CHSCT). Les syndicats CGT, FO et CFDT (représentant la majorité des sièges au CHSCT du Nord) ont pris la décision de boycotter cette instance, invitant l'ensemble des membres du CHSCT du Nord à réfléchir sur les conséquences que font peser sur les agents des différentes administrations du ministère des finances les divers projets stratégiques. Faute de quorum, la séance n'a pu se tenir.

Le CHSCT a été convoqué à nouveau le mercredi 26 février 2014, pour les mêmes raisons les syndicats CGT et FO (représentant toujours la majorité des sièges au CHSCT du Nord) ont une nouvelle fois boycotté les débats après lecture de la déclaration liminaire ci-dessus. La séance s'est tenue en présence des représentants des syndicats CFDT et SOLIDAIRES.

Les représentants CGT et FO :

Jugeant que malgré le respect du travail effectué par l'ensemble des membres du CHSCT du Nord les conditions d'un dialogue serein n'étaient pas réunies;
Considérant, qu'à l'heure actuelle, cette instance n'est en aucune mesure capable d'atténuer la dégradation des conditions de travail engendrée par la seule gestion comptable de nos administrations, la centralisation des décisions, les fermetures de services et les diminutions d'emplois ;

Bien que restant disponibles pour une négociation sérieuse sur les questions d'hygiène, de sécurité et de santé des agents de notre ministère.

Comme la majorité des agents, nous avons des doutes sur la volonté des ministres, des directrices et des directeurs de nos diverses administrations en la matière

Nos organisations faisant confiance à l'ensemble des personnels unis contre les coups bas qui se multiplient, considèrent que la réussite des actions engagées dans les directions le 20 mars 2014 sera le seul gage pour obtenir des ministres des engagements fermes en matière de santé au travail.

**Le gouvernement vient de reculer en ce qui concerne la casse programmée de l'inspection du travail.
A nous de créer les conditions pour éviter le dépeçage des administrations dépendant du ministère des finances**